

Protection de l'Environnement  
245 rue Garibaldi  
69003 LYON

LYON, le 31/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CHENIL SERVICE**

LD RABAT  
47700 Pindères

Références : [PNE 2023-030](#)  
Code AIOT : 0056900385

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement CHENIL SERVICE implanté 660 chemin de Chante Merle 69970 Marennes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société SACPA - CHENIL SERVICE implantée à Marennes, fait l'objet de signalements récurrents pour des nuisances sonores.  
Des dysfonctionnements relatifs à la gestion des effluents ont également été constatés en 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHENIL SERVICE
- 660 chemin de Chante Merle 69970 Marennes
- Code AIOT : 0056900385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La S.A.C.P.A exploite un chenil autorisé par arrêté préfectoral complémentaire du 3 avril 2007. Suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, le site est également soumis à l'arrêté du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2120 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Une partie des installations (bâtiments G, H, I et J) est louée à la SPA de LYON pour ses activités de refuge.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect de la mise en demeure du 25 avril 2022
- Suites de la mise en demeure du 1er août 2017
- Mise en oeuvre de mesures correctives pour les nuisances sonores

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                       | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Programme de surveillance des émissions dans l'eau | Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 30  | Mise en demeure                                                                                            | Amende                                                                                                          | 15 jours              |
| 3  | Emissions sonores                                  | Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 3.1 | Liquidation partielle d'astreinte                                                                          | Liquidation partielle d'astreinte                                                                               | 15 jours              |
| 4  | Emissions sonores                                  | Arrêté Préfectoral du 01/08/2017, article 1   | Liquidation partielle d'astreinte                                                                          | Liquidation partielle d'astreinte                                                                               | 15 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                         | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Dispositif d'assainissement non collectif | Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 5.2.1. | Mise en demeure                                                                                            | Délai : 30 jours  |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle      | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------|----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 5  | Protection des milieux | Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 14 | /                                                                                                          | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dysfonctionnements constatés en 2022 ainsi que lors des inspections antérieures perdurent : non respect des engagements de l'exploitant pour limiter les nuisances sonores, délais importants pour la mise en service d'un système d'assainissement conforme à la réglementation, absence de contrôle sur les effluents rejetés. Les mises en demeure du 1er août 2017 et du 25 avril 2022 ne sont pas respectées. Une liquidation partielle de l'astreinte journalière, notifiée par l'arrêté préfectoral du 1er août 2017, ainsi qu'une amende relative au non respect de l'arrêté de mise en demeure du 25 avril 2022, sont proposées par l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositif d'assainissement non collectif

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 5.2.1.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, suite mise en demeure du 25/04/2022                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Rapport d'inspection du 17 mars 2022                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les effluents liquides de l'installation sont traités dans un système d'assainissement individuel dans le respect des dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 et des recommandations du service public d'assainissement non collectif. Les caractéristiques techniques du système sont, qualitativement et quantitativement compatibles avec les effluents reçus. Les données techniques concernant le système sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.                                                                                                                                  |
| <b>Constats :</b><br>Le projet de système d'assainissement, validé sur le principe par le Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Assainissement de la Vallée de l'Ozon (SMAAVO) le 21 octobre 2022, n'a pas encore été réalisé. Un document mentionnant les équipements nécessaires à la réalisation des travaux, en date du 8 novembre 2022, a été communiqué à l'inspection, sans validation de l'exploitant. Les différents devis validés devront être communiqués à l'inspection au plus tard <b>le 30 avril 2023</b> . Le calendrier prévisionnel transmis par l'exploitant le 22 novembre 2022, devra être respecté avec une mise en service au plus tard le 31 octobre 2023. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

### N° 2 : Programme de surveillance des émissions dans l'eau

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 30                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, suite mise en demeure du 25/04/2022                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Rapport d'inspection du 17 mars 2022                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée semestriellement à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures (DCO, DBO5, MES, Pt, Nt) |
| <b>Constats :</b><br>Aucune analyse n'a été réalisée depuis la notification de la mise en demeure du 25/04/2022.                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Amende                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> 15jours                                                                                                                                                                                                                                                                          |

### N° 3 : Emissions sonores

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2007, article 3.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, suite mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Rapport d'inspection du 17 mars 2022                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Constats :</b><br>Le contrôle effectué par la société SynAcoustique (rapport du 25 août 2022) mentionne que l'installation respecte les prescriptions réglementaires, en faisant référence à l'arrêté ministériel du 23/01/1997, sans prendre en compte les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 08/12/06 réglementant les émissions sonores sur le site.<br>Le point de non conformité relevé en zone à émergence réglementée (au nord du site) avec une émergence de 4 dB(A) pour une valeur limite à 3 dB(A) n'a donc pas été pris en compte. De même, les points de positionnement des points de mesure, présenté par la société VERITAS et validé par l'inspection des installations classées le 3 mai 2022, ne correspondent pas à ceux retenus par la société SynAcoustique.<br>Une nouvelle étude acoustique devra être réalisée, les points de mesure seront validés au préalable par l'inspection des installations classées, <b>dans un délai de deux mois</b> .<br><br>L'inspection propose en outre de liquider partiellement l'astreinte journalière à laquelle est soumise l'installation (non respect de la mise en demeure du 25 octobre 2016). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Liquidation partielle d'astreinte                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

### N° 4 : Emissions sonores

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2017, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions constructives pour la réduction des nuisances sonores                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Rapport d'inspection du 17 mars 2022                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Réalisation des travaux prévus                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Constats :</b><br>Suites aux plaintes liées à des nuisances sonores liées à l'exploitation de la fourrière, l'exploitant s'est engagé, le 22 novembre 2022, à ne plus utiliser certains boxs. Un plan mentionnant les boxs devant rester vides de toute occupation, en attente de la réalisation de dispositions constructives visant à réduire ces nuisances, a été communiqué par l'exploitant à cette même date. Lors de l'inspection, <b>quatre de ces boxs sont occupés par des chiens</b> . |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Liquidation partielle d'astreinte                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 5 : Protection des milieux**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 14                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de prélèvement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Rapport d'inspection du 17 mars 2022                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. En cas de raccordement sur un réseau public de distribution d'eau destinée à la consommation humaine ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations du réseau d'eau destinée à la consommation humaine par des effluents contaminés. |
| <b>Constats :</b><br>Le disconnecteur a été installé sur l'adduction d'eau potable.<br>La facture réglée, en date du 21 mars 2023, a été communiquée à l'inspection.                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |